

Diagnostic des causes de l'assainissement urbain non durable : essentiel pour une évaluation efficace des systèmes de gestion des déchets solides à Conakry

Maningbè Kaba TRAORÉ

kaba78.mkt@gmail.com

Alpha Issaga Pallé DIALLO

alfadjogalle@gmail.com

Abdoulaye FOFANA

Sara Baïlo DIALLO

Institut Supérieur des Sciences de l'Éducation de Guinée (République de Guinée)
Centre d'Étude et de Recherche en Environnement (République de Guinée)

Résumé

Cette étude exploratoire menée à Conakry prend en considération les préoccupations des acteurs de la gouvernance urbaine chargés de l'assainissement. Elle confirme que la ville de Conakry est confrontée à une grave crise liée à la gestion des déchets solides, dont une seule des cinq communes couvertes par l'étude est entièrement équipée de bacs à ordures, ce qui représente seulement 20% du territoire. L'insalubrité découle d'une série de facteurs, notamment l'absence d'éducation environnementale, de sanctions, de collecte et de valorisation des déchets, ainsi que le manque de formation des acteurs. De plus, l'explosion démographique urbaine et les difficultés de financement pour la gestion des déchets contribuent à cette problématique. Face à l'incapacité de l'État à gérer efficacement les déchets solides en lien avec la croissance démographique urbaine, la question de la gouvernance environnementale urbaine se pose. Cette problématique de l'assainissement, en général, et de la gestion des déchets solides, en particulier, dans les villes africaines, a été abordée par plusieurs auteurs tels que J. Sotamenou (2010), M.R. Bangoura (2017), et A.I.P. Diallo et al. (2017). L'étude actuelle, réalisée à travers une approche méthodologique basée sur l'analyse documentaire, l'observation et des entretiens semi-dirigés, révèle que le ramassage privé des déchets solides à Conakry a connu des taux variés mais globalement en baisse : 55,4% en 2003, 38,8% en 2007, 21,6% en 2012, et entre 2018-2019, 41,0%. En 2020, les quantités de déchets ramassés en tonnes dans les différentes communes sont les suivantes : Kaloum (3 303), Dixinn (5 054), Matam (3 429), Ratoma (5 472) et Matoto (1 962). Le ramassage privé montre une tendance générale à la baisse, de même que pour les municipalités, avec la plus grande commune affichant la plus faible quantité de déchets ramassés. Ainsi, un diagnostic approprié s'avère nécessaire pour aborder ces problèmes de manière efficace.

Mots clés : diagnostic, déchets solides, évaluation, insalubrité urbaine, système de gestion.

Diagnosis of the causes of unsustainable urban sanitation: the essentials
for effective assessment of solid waste management systems in Conakry

Abstract

This exploratory study conducted in Conakry takes into consideration the concerns of urban governance actors responsible for sanitation. It confirms that the city of Conakry is facing a serious crisis linked to solid waste management, with only one of the five communes covered by the study of being fully equipped with garbage bins, which represents only 20% of the territory. Insalubrious conditions ensue from a series of factors, including the lack of environmental education, sanctions, collection and recovery of waste, as well as the lack of training of stakeholders. In addition, urban demographic explosion and difficulties for financing waste management contribute to this problem. Faced with the State's inability to effectively manage solid waste linked to urban population growth, the question of urban environmental governance arises. This issue of sanitation in general, and solid waste management in particular, in African cities, has

been addressed by several authors such as J. Sotamenou (2010), M.R. Bangoura (2017), and A.I.P. Diallo et al. (2017). The current study, conducted through a methodological approach based on literature review, observation and semi-directed interviews, reveals that private collection of solid waste in Conakry has experienced varied but overall decreasing rates: 55, 4% in 2003, 38.8% in 2007, 21.6% in 2012, and between 2018 and 2019, 41.0%. In 2020, quantities of waste collected in ton in the different communes are as follows: Kaloum (3,303), Dixinn (5,054), Matam (3,429), Ratoma (5,472) and Matoto (1,962). Private collection shows a general declining trend, as does for municipalities, with the largest commune displaying the lowest amount of waste collected. Thus, a proper diagnosis is necessary to address these problems effectively.

Key words: diagnosis, solid waste, evaluation, urban sanitation, management system

Introduction

L'urbanisation et le développement économique entraînent généralement une augmentation de la production de déchets par habitant ainsi qu'une croissance des besoins alimentaires. Dans ce contexte, il devient impératif, notamment dans les villes africaines, de mettre en place un système de gestion des déchets solides qui favorise le développement de l'agriculture urbaine et périurbaine (Sotamenou, 2010). Sotamenou aborde la question de la gestion des déchets en mettant l'accent sur le recyclage et la valorisation. Cependant, malgré son potentiel, cette approche nécessite un diagnostic approfondi des systèmes de gestion existants afin de développer, intégrer et appliquer un système de management de la qualité (SMQ) capable de rassembler les acteurs (population, municipalités, organismes gouvernementaux, ONG, etc.) autour d'une approche intégrée de gestion durable des déchets solides. Plusieurs études, telles que celles de Diallo et al. (2017), Bangoura (2017), Attahi et al. (1994 et 2012), Boiro (2003), et Gbilimou et al. (2022) mettent en évidence la dégradation de l'environnement urbain en Afrique et ailleurs. Cette dégradation résulte de l'urbanisation rapide et non maîtrisée, ce qui fragilise les systèmes de gestion des déchets. Cette situation expose les populations aux effets néfastes de la pollution, contribuant ainsi à l'augmentation des maladies hydriques et respiratoires, notamment dans les pays à revenu faible ou intermédiaire des régions de l'OMS. En Guinée, le service de gestion des déchets de la ville de Conakry est confronté à de nombreux problèmes, notamment le sous-investissement et la faible participation des populations. Malgré la mise en place d'un cadre juridique, institutionnel et réglementaire par l'État, les lacunes du service public entraînent l'arrêt de la collecte des déchets dans la plupart des quartiers de Conakry. Cette réalité contraste avec la situation observée dans d'autres villes africaines telles que Dakar, Cotonou, Douala, Niamey et Lomé, où la gestion des déchets demeure préoccupante. De nombreuses études réalisées depuis les années 2000 montrent que les stratégies adoptées par les États pour gérer les déchets urbains en Afrique sont peu efficaces (Sotamenou, 2012). Le cas spécifique de Conakry illustre ce manque de performance, où le cycle de gestion des déchets se limite à la pré-collecte, à la collecte par des petites et moyennes entreprises (PME), à la gestion des points de regroupement et au transfert par le Service Public de Transfert des Déchets (SPTD), remplacé par l'Agence Nationale de la Salubrité Publique. Le taux de collecte a diminué au fil des ans en raison de l'augmentation rapide de la quantité de déchets et du manque de ressources. Dans une perspective de développement durable, la gestion des déchets solides constitue un enjeu majeur de la gouvernance urbaine. Le présent travail s'inscrit dans la continuité d'études réalisées sur la gouvernance urbaine, en particulier sur la gestion des déchets solides dans les villes guinéennes et africaines. L'objectif de cette étude est de réaliser un diagnostic des systèmes de gestion des déchets solides à Conakry afin d'identifier les obstacles et les responsabilités pour une ville libérée des immondices.

Concepts et contexte d'émergence de la gestion formelle des déchets solides à Conakry

Le management des administrations, dont le diagnostic constitue un élément essentiel, n'est pas encore systématiquement intégré dans le fonctionnement des systèmes de gestion des déchets solides à Conakry. Il est donc important d'aborder le contexte d'émergence de la gestion formelle des déchets solides dans la ville de Conakry après avoir présenté ladite ville, en rappelant un certain nombre de concepts tels que l'administration, la gouvernance, la gouvernance métropolitaine, la gestion et le management, ainsi que le diagnostic.



Figure 1 : Déchets de curage de caniveau et de marché de fruits de Matoto à Conakry Source : Travaux de terrain

Présentation de la ville de Conakry

L'histoire de la ville de Conakry montre que c'est le 1er janvier 1890 qu'elle est devenue le lieu de résidence du Lieutenant-Gouverneur de la colonie des « Rivières du Sud ». Jusqu'en 1892, Conakry était un port libre exempté des taxes de navigation et de douane, afin de favoriser le développement de la capitale. Les principales réalisations qui ont façonné l'identité de cette ville devenue capitale comprennent l'installation du système d'eau, la construction de la route du Niger et du chemin de fer. Elle s'est alors étendue au-delà de l'île originelle pour couvrir l'ensemble de la presqu'île, créant ainsi deux zones distinctes : Conakry et sa banlieue.

Située sur la presqu'île de Kaloum, Conakry s'étend vers l'intérieur jusqu'aux monts Kakoulima qui culminent à 1007 m entre Coyah et Dubréka. Géographiquement, elle est délimitée à l'ouest par l'océan Atlantique, au sud par les îles de Kaback, Kakossa et Matakang, au nord par la préfecture de Dubréka et à l'est par la préfecture de Coyah.

Son relief se compose principalement d'une plaine côtière et de collines aux pentes douces menant vers l'océan alors que sa végétation côtière est essentiellement constituée de mangroves. Le climat tropical de la ville est caractérisé par des températures allant de 24,6°C en août à 37,5°C en avril. Les précipitations annuelles quant à elles atteignent en moyenne 4300,7 mm, avec des pluies maximales en juillet et août. Les précipitations s'étendent sur 100 à 115 jours, principalement de mai à octobre, avec une humidité relative élevée.

Au plan démographique, la population de Conakry est estimée à 1 667 864 habitants selon le dernier recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-2014). Avec un taux d'accroissement annuel de 6,6 %, la population était estimée à environ 2 328 338 habitants en 2020, soit environ un sixième de la population totale de la Guinée. Les projections pour 2022 et 2023 indiquent une probable diminution de la population par rapport à l'estimation de 2020, ainsi qu'une légère prépondérance du sexe masculin. La population de Conakry est majoritairement jeune, avec environ 40 % ayant moins de 15 ans, et la répartition par genre est presque équilibrée (49,7 % de femmes) (INS, 2020).

Conakry est située en pays Soussou, l'une des principales ethnies de Guinée. Les Soussous sont traditionnellement des pêcheurs, porteurs d'un riche folklore. Les visiteurs sont souvent impressionnés par la grandeur de l'art Baga, notamment la divinité "Mba" ou "Nimba", déesse de la fertilité et de l'abondance. La ville de Conakry présente une grande diversité linguistique en plus du français, notamment avec les langues Soussou, Poular et Malinké.

Sur le plan économique, Conakry bénéficie de son statut de capitale politique et économique de la Guinée, concentrant l'activité administrative et jouant un rôle central dans l'économie du pays. Grâce au Port autonome de Conakry (PAC) et à l'Aéroport International Ahmed Sékou Touré, l'État génère d'importantes recettes. Le secteur privé s'est développé, avec des entreprises étrangères telles que TOPAZ, SOBRAGUI, et diverses usines axées sur les BTP. Depuis 2006, des entreprises de télécommunications, notamment MTN, Orange et Cellcom ont commencé à s'implanter. Le secteur bancaire s'est également diversifié, notamment avec la présence de la Société Générale, Ecobank, BICIGUI, et d'autres banques. Outre ces entreprises, Conakry accueille également un tissu de PME et d'artisans locaux. Grâce à la libéralisation économique, le commerce est devenu l'activité dominante dans l'agglomération, bien que le potentiel touristique, notamment sur les îles, reste largement sous-exploité. En banlieue, les activités agricoles se concentrent sur la riziculture de bas-fonds et le maraîchage dans les zones rurales. L'urbanisation galopante et l'industrialisation grignotent progressivement les terres agricoles.

En matière de ressources naturelles, les forêts sont limitées à la mangrove et à quelques îlots boisés. L'élevage est une activité de moindre importance, avec quelques fermes avicoles et d'élevage de petits ruminants en périphérie. Les besoins en protéines des habitants sont majoritairement comblés par la production des zones rurales.

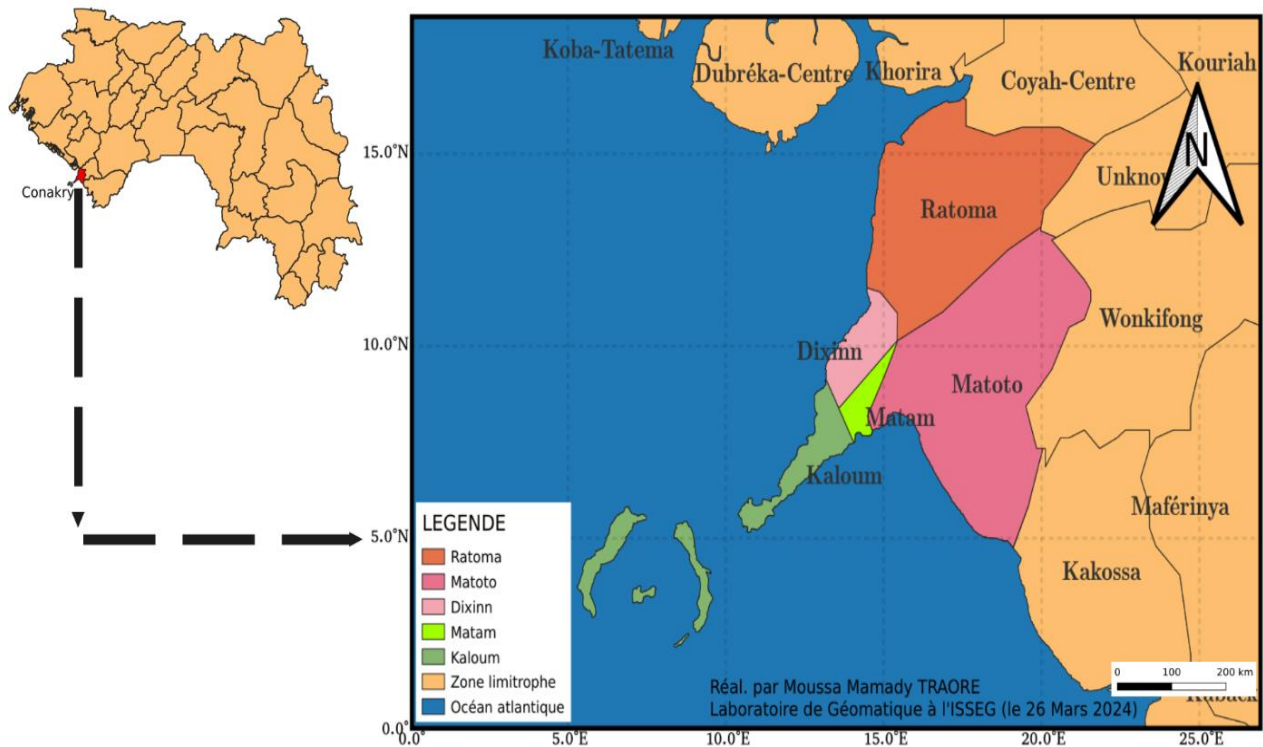


Figure 2 : Carte de la Ville de Conakry Source : Réalisée par les auteurs à travers QGIS

Administration

Le terme "administration" évoque dans le domaine juridique et sociologique l'idée de gestion en défendant des intérêts. Il est porteur d'une ambivalence, désignant à la fois l'organe et l'activité. Cependant, cette approche présente des limites dans la conduite des affaires publiques en raison de la prééminence des détenteurs de pouvoirs publics centraux sur les administrés et les élus locaux. C'est pourquoi le concept de "gouvernance" est préféré pour une gestion plus concertée des affaires publiques, notamment au niveau local.

Gouvernance

La gouvernance, définie comme l'ensemble des mesures et des règles assurant le bon fonctionnement et le contrôle d'une entité, qu'elle soit publique ou privée, englobe la gestion stratégique, la gestion des risques et la responsabilité sociale. Elle implique une prise de décision concertée, prenant en compte les intérêts des différentes parties prenantes. Cependant, certains voient dans la gouvernance une idéologie de désengagement de l'État, s'inscrivant dans une vision néolibérale.

Gouvernance métropolitaine

La gouvernance métropolitaine concerne les mesures et les règles assurant le bon fonctionnement et le contrôle d'une métropole, sans exclusive du secteur public ou privé. Elle vise à répondre aux besoins des citoyens en mettant en place des cadres juridiques adéquats et des processus politiques efficaces.

Gestion et management

La gestion, souvent assimilée au management, est l'ensemble des techniques permettant d'atteindre un objectif défini dans le respect des contraintes de temps et de ressources. Le management, quant à lui, englobe la gestion mais inclut également la direction stratégique et la gestion des équipes. Il implique une dimension humaine plus prononcée et intègre des disciplines telles que la sociologie des organisations et la psychologie du travail.

Déchets solides

Cette section explore la problématique des déchets solides, en les définissant sur le plan physique, juridique et économique, ainsi qu'en abordant leur typologie et leurs caractéristiques. Les déchets solides sont des résidus produits par les activités humaines, devenus une préoccupation publique, notamment en Afrique. Leur gestion requiert une compréhension approfondie de leur nature et de leurs différentes catégories, ce qui constitue une étape essentielle pour la mise en place de systèmes efficaces de gestion des déchets.

Tableau I : Comparaison internationale de la composition des déchets solides au Nord

Pays	Fermentescible et végétaux	Verre	Papier et Carton	Plastique	Métaux	Sources
Allemagne	14,0	12,0	34,0	22,0	5,0	OECD, 2008
Australie	47,0	7,0	23,0	4,0	5,0	OECD, 2008
Autriche	25,0	8,0	22,0	11,0	5,0	OECD, 2008
Belgique	39,0	7,0	17,0	5,0	3,0	OECD, 2008
Canada	24,0	6,0	47,0	3,0	13,0	OECD, 2008
Corée	28,0	5,0	24,0	8,0	3,0	OECD, 2008
Danemark	29,0	5,0	27,0	0,8	6,0	OECD, 2008
Finlande	33,0	5,0	40,0	10,0	5,0	OECD, 2008
Espagne	49,0	8,0	21,0	12,0	4,0	OECD, 2008
États-Unis	25,0	5,0	34,0	12,0	8,0	OECD, 2008
France	32,0	10,0	20,0	9,0	3,0	OECD, 2008
Grèce	47,0	5,0	20,0	9,0	5,0	OECD, 2008
Hongrie	29,0	2,0	15,0	17,0	2,0	OECD, 2008
Islande	26,0	4,0	26,0	17,0	3,0	OECD, 2008
Irlande	25,0	5,0	31,0	11,0	4,0	OECD, 2008
Italie	29,0	13,0	28,0	5,0	2,0	OECD, 2008
Japon	34,0	5,0	33,0	13,0	3,0	OECD, 2008
Luxembourg	45,0	12,0	22,0	0,8	4,0	OECD, 2008
Norvège	30,0	4,0	33,0	9,0	4,0	OECD, 2008
Pays-Bas	35,0	4,0	26,0	19,0	4,0	OECD, 2008
Portugal	34,0	7,0	21,0	11,0	4,0	OECD, 2008
République Tchèque	24,0	8,0	18,0	13,0	3,0	Hnatukova et al, 2008
Russie	31,0	4,0	38,0	5,0	4,0	Kalyuzhny,
Suède	30,0	8,0	44,0	7,0	2,0	OECD, 2008
Suisse	29,0	4,0	20,0	15,0	3,0	OECD, 2008
Royaume	40,0	7,0	18,0	8,0	8,0	OECD, 2008

Source : Sotamenou, 2010

Tableau II : Comparaison internationale de la composition des déchets solides au Sud

Pays	Ferme tescible et végétaux	Verre	Papier et Carton	Plastique	Métaux	Sources
Bénin	52,9	0,7	2,7	4,3	1,2	Tech-Dev, 2003
Bangladesh	70,0	0,3	4,0	5,0	0,1	Ahmed & Ali, 2006
Burkina Faso	39,0	3,0	9,0	10,0	4,0	Follea & al, 2001
Cameroun	61,7	2,1	3,7	2,1	3,8	Ngnikam, 2000
Chine	49,0	2	16	16	2	http://www.china-pops.net
Côte d'Ivoire	50,9	0,6	5,8	6,8	1,0	Sané, 2002
Cuba	34,0	22,0	5,0	11,0	10,0	Mosler & al, 2006
Egypte	60,0	3,0	13,0	2,0	3,0	Ezz, 2003
Ghana	85,0	2,0	5,0	3,0	3,0	Asomani-B. & al, 1999
Guinée	69,0	0,3	4,1	22,8	1,4	Matejka & al, 2001
Ile Maurice	68,0	1,0	12,0	13,0	1,0	Mohee, 2002
Inde	38,6	1,0	5,6	6,0	0,2	Damodaran & al, 2003
Liban	62,4	5,2	11,3	11,0	2,9	El-Fadel & al, 2002
Malaisie	30,1	1,5	30,8	12,0	3,2	Tawee & al, 2003
Maroc	68,0	0,7	19,0	2,5	5,6	Hafid & al, 2002
Mexique	55,0	4,0	15,0	4,0	6,0	Gonzalez D.C., 1998
Mauritanie	4,8	3,8	3,6	20,0	4,2	Aloueimine & al, 2005
Niger	37,0	0,0	2,0	2,0	1,0	Tini, 2003
Nigeria	56,0	2,0	13,0	6,0	-	Asomani-B. & al, 1999
Pakistan	50,0	1,3	16,3	7,7	0,2	Shamsi & Ahmed, 1996
Pérou	34,7	7,1	6,0	7,2	2,8	Diaz, 1997
Philippines	53,7	3,5	12,9	1,6	5,38	www.vironcorp.com
Sénégal	56,3	1,7	9,5	6,2	1,9	Kapepula, 2006
Taiwan	22,7	7,5	28,4	19,7	4,1	Chang & al, 1993
Tchad	25,0	1,0	3,0	6,0	2,0	Doublier, 2003
Tunisie	68,0	2,0	11,0	7,0	4,0	Hafid & al, 2002
Zimbabwe	26,0	6,0	34,0	15,0	5,0	Masocha, 2006

Source : Sotamenou, 2010

Méthodologie

Pour réaliser le diagnostic des systèmes de gestion des déchets solides dans la ville de Conakry, une méthode empirique basée sur l'observation directe, l'exploitation documentaire et des entretiens semi-dirigés a été utilisée.

Observation directe

L'observation directe a permis d'examiner et de consigner les caractéristiques de l'environnement dans la zone étudiée, englobant les éléments naturels et les modifications causées par l'activité humaine. Cette démarche a impliqué l'exploration de la ville en parcourant les rues principales et secondaires, ainsi que les quartiers centraux de Kaloum et la banlieue de Conakry. Elle a également permis de comprendre les pratiques de gestion des déchets solides, de la collecte à domicile jusqu'à la décharge de la minière, en passant par les dépôts informels et les conteneurs à ordures.

Exploitation documentaire

L'exploitation documentaire a impliqué l'examen d'une variété de documents, notamment les rapports d'études et les résultats de recherches tels que l'audit urbain de Conakry, les annuaires statistiques de l'INS, les thèses, les mémoires, ainsi que les profils des quartiers et des espaces publics de Conakry. De plus, nous avons examiné les textes législatifs pertinents tels que le Code des collectivités locales, pour obtenir une compréhension approfondie du cadre réglementaire et institutionnel.

Entretiens semi-dirigés

Les entretiens semi-dirigés ont été menés auprès des acteurs impliqués dans l'assainissement et la gestion des déchets solides. Ces entretiens ont visé plusieurs aspects socio-environnementaux et de gouvernance, notamment :

- les caractéristiques socio-économiques des ménages ;
- la gestion des déchets solides ménagers ;
- la perception des populations concernant la gestion des déchets ;
- les propositions d'amélioration ;
- la gouvernance environnementale à travers les systèmes de management mis en œuvre par les acteurs, leurs statuts et prérogatives, leurs interrelations, ainsi que leurs difficultés et perspectives.

Résultats et discussions

L'observation, l'exploitation documentaire et les entretiens semi-dirigés ont permis d'évaluer les pratiques de gestion des déchets et l'implication de différents acteurs, ainsi que la détérioration de l'environnement urbain. Ces approches ont également fourni des informations précieuses sur les pratiques actuelles, les défis rencontrés et les opportunités d'amélioration des systèmes de gestion des déchets solides à Conakry.

Tableau III : Acteurs rencontrés au cours de l'entretien semi-dirigé sur la gestion des déchets solides à Conakry

Acteurs	Nombre	Echelle d'action
Ministères	3	Nationale
Agence	1	Nationale
Entreprise	1	Régionale
Gouvernorat	1	Régionale
Municipalités	5	Communale

Source : Travaux de terrain

En effet, la croissance de la ville de Conakry s'est déroulée sans planification adéquate des équipements urbains, résultant en un développement anarchique de cette ancienne colonie transformée en agglomération. Cette expansion non réglementée a eu des conséquences profondes sur l'environnement et la santé publique, privant les habitants d'un accès aux services de base tels que l'eau, l'éducation, l'assainissement et la gestion des déchets ménagers ou encore de transport. Cette situation représente un défi majeur pour Conakry, avec des quantités de déchets s'accumulant dans de nombreux dépotoirs à ciel ouvert non évacués. Bangoura (2018) conforte cette thèse en soulignant que la topographie de ces quartiers pose de graves problèmes d'accessibilité en raison de la rareté des transports en commun. Étant donné que peu de personnes ont accès à des véhicules personnels, les habitants privés de services sociaux de base doivent souvent marcher jusqu'aux routes principales pour trouver un moyen de transport. Cette situation, due à la géographie, affecte également le service de collecte et de traitement des déchets ménagers.

Le constat révèle des lacunes à la fois administratives et techniques. En Guinée, les villes, y compris Conakry, sont aux prises avec des problèmes de gestion des déchets, malgré les efforts de partenariat public-privé. Malgré une augmentation des efforts d'évacuation des déchets, la ville reste insalubre, avec une production quotidienne de déchets atteignant des niveaux alarmants, aggravant la pollution atmosphérique et les risques pour la santé publique. Ces difficultés de gestion des déchets solides à Conakry sont attribuables à deux facteurs principaux : la croissance démographique rapide et le faible dynamisme économique de la région. De plus, l'urbanisation anarchique et l'insuffisante implication des collectivités locales dans la gestion des déchets contribuent à cette problématique.

Malgré l'existence d'instruments législatifs et institutionnels visant à réguler l'assainissement, tels que le Service Public de Transfert des Déchets (SPTD), remplacé plus récemment par l'Agence Nationale de Salubrité Publique (ANASP), ainsi que le code des collectivités locales et les politiques nationales de l'assainissement et de l'environnement, ces mesures peinent à résoudre efficacement les problèmes de gestion des déchets et d'insalubrité. Dans cette optique, Gnamsou (2016) met en lumière les problèmes de gestion des déchets solides en soulignant que la collecte et la gestion des déchets sont des défis majeurs pour les villes du monde entier. En Afrique où l'urbanisation est incontrôlée et mal gérée, le ramassage et l'élimination des déchets solides ménagers (DSM) représentent de sérieux problèmes non seulement pour les autorités locales et les gouvernements, mais aussi pour les habitants.

De plus, une analyse comparée des différentes zones de Conakry révèle des disparités dans la gestion des déchets solides, avec une offre de services inégale entre le centre administratif et les banlieues. L'implication accrue des collectivités locales pourrait améliorer l'accès aux services d'assainissement dans toutes les zones de la ville, en favorisant la participation des petites et moyennes entreprises ainsi que des ménages. Cette thèse est soutenue par Sarraf (2016) qui affirme qu'au Maroc, une meilleure gestion des déchets ménagers pourrait stimuler l'économie et réduire l'impact environnemental. L'intégration du recyclage, des chaînes de valeur et de la création d'emplois offre une stratégie gagnante pour passer au-delà de la mentalité du « tout-déchet ».

La gestion des déchets solides à Conakry se caractérise par une typologie variée de mécanismes de fonctionnement. Contrairement à de nombreuses autres villes, Conakry a généralisé le paiement direct par les utilisateurs pour le service de collecte de déchets à domicile. Environ une trentaine de petites et moyennes entreprises (PME) sont chargées de collecter les déchets de leurs abonnés dans des zones désignées. Elles sont responsables de plus de la moitié (56%) de la collecte totale des déchets de la ville. Quatre entreprises disposant

de camions transportent leurs déchets (14%) jusqu'à la décharge de la Minière située au centre de la ville. Les autres entreprises déposent les 30% restants dans des bacs publics, qui sont ensuite évacués par le Service Public de Transfert des Déchets (SPTD). Le SPTD est également chargé de l'élimination des déchets directement déposés par les ménages dans les bacs (12% de la production totale), et il mène également une activité marginale de collecte rémunérée à domicile (3%).

En conséquence, environ 71% des déchets produits à Conakry sont éliminés grâce à ces différents systèmes, dont 59% sont collectés moyennant paiement direct à l'entreprise de collecte. Ces données sont également citées par J. Sotamenou (2010) dans son étude des systèmes de gestion des déchets solides dans plusieurs capitales africaines, notamment au Ghana, au Maroc, au Burkina Faso, au Sénégal et en Guinée.

Dans une étude plus récente, Diallo et al., (2017) indiquent ceci :« en Guinée, les villes sont confrontées au problème de gestion des déchets. Malgré le partenariat public/privé, la ville de Conakry reste toujours insalubre avec 800 tonnes/jour en 2011, 1000 tonnes/jour en 2014 et 1067 tonnes/jour en 2015 pour un taux d'évacuation de 60% soit 640,2 tonnes ramassées par jour et une quantité non ramassée de 426,8 tonnes/jour soit 40% de la production » (Diallo et al, 2017).

Depuis 2016, le SPTD a été remplacé par l'Agence Nationale de Salubrité Publique (ANASP), qui collabore avec l'entreprise turque Albayrak pour la collecte et le transport des déchets jusqu'à la décharge de la Minière. Bien que cette décharge soit gérée par une entreprise privée, le tri des déchets y est réalisé de manière informelle, en partie par des citoyens cherchant à récupérer des matériaux recyclables ou réutilisables. Cependant, malgré ces différents systèmes de gestion, il est nécessaire de fournir des efforts à la fois administratifs et techniques pour lutter contre l'insalubrité persistante. Il est également crucial d'envisager des innovations visant à transformer les déchets en ressources, contribuant ainsi à la préservation de l'environnement, à la création d'emplois et au soutien de l'agriculture, de l'économie locale et de la santé publique.

En ce qui concerne le financement de la gestion des déchets solides à Conakry, plusieurs problèmes se posent, notamment le sous-investissement et la faible participation des populations. Malgré l'existence d'un cadre juridique, institutionnel et réglementaire établi par l'État pour définir et mettre en œuvre des stratégies de gestion des déchets, les déficiences du service public entraînent l'interruption de la collecte des déchets dans de nombreux quartiers de Conakry. Le taux de collecte a chuté ces dernières années en raison de la croissance rapide de la quantité de déchets et du manque de ressources adéquates. Il est donc impératif de développer de nouvelles approches de financement pour surmonter ces défis, en tenant compte de la dimension multidimensionnelle du problème, notamment sur les plans économique, démographique, architectural, social et environnemental.

Tableau IV : Modes de financement du service de gestion des déchets solides

Ville	Modes de financement		Opérateurs Publics/privés
	Type de ressources	Emplois	
Conakry	Redevances et budget municipal	Rémunération des PME et charretiers	PME (30) et SPTD : Service public de transfert des déchets

Source : Nora Benrabia (2003),

Tableau V : Contribution des finances publiques au service de gestion des déchets solides

Villes	Montants	Part dans le budget municipal	Sources de financement
Conakry	838,6 MFG soit 0,52 M d'euros en 2000	? SPTD	Budget municipal et gouvernorat

Source : Nora Benrabia (2003)

Les défis et les opportunités organisationnels de la gestion des déchets solides à Conakry mettent en lumière une série de lacunes administratives, techniques et topographiques. La ville, qui a émergé d'un ancien comptoir colonial transformé en agglomération, a connu un développement anarchique sans planification adéquate des infrastructures urbaines. Cette croissance désordonnée a eu des conséquences graves sur l'environnement et la santé publique, avec un accès limité des populations aux services de base tels que l'eau, l'éducation, l'assainissement et la gestion des déchets ménagers tel que mentionné par de nombreuses d'études comme celle de Bangoura (2018).

Ainsi, la situation actuelle révèle des lacunes à la fois administratives, telles qu'un système de gestion défaillant, et techniques, comme des équipements urbains insuffisants ou inadaptés. Ces déficiences persistent et exigent une approche différente pour surmonter les faiblesses persistantes de la gestion des déchets solides à Conakry. La croissance démographique rapide, avec une urbanisation croissante et anarchique, aggrave encore la situation. En effet, la population guinéenne, en particulier celle de Conakry, a augmenté de manière significative, entraînant une urbanisation accélérée marquée par la croissance de quartiers précaires et insalubres. Cette urbanisation anarchique est le résultat direct d'une planification insuffisante et d'une application inadéquate de la réglementation.

Face à cette réalité, les autorités locales et les acteurs privés sont confrontés à des défis multiples dans la gestion des déchets solides. Malgré quelques atouts institutionnels et organisationnels, tels que les missions des communes urbaines et le rôle des ONG, ainsi que les efforts récents de modernisation de la gestion des déchets par l'entreprise Albayrak et la création de l'Agence Nationale de l'Assainissement et de la Salubrité, des problèmes persistants entravent l'efficacité de la gestion des déchets à Conakry.

Conclusion

En examinant le système actuel de gestion des déchets à Conakry, il est clair que l'administration publique, ainsi que les acteurs privés, doivent être réorientés vers un modèle de gestion plus efficace et efficient. Le système traditionnel d'administration montre ses limites en termes de gestion du personnel, d'innovation, de gestion des ressources publiques et de performance globale. Une révision fondamentale de ce modèle est nécessaire pour relever les défis actuels de la gestion des déchets solides à Conakry. Cela pourrait ouvrir une perspective visant le développement d'un modèle de management de la qualité des services urbains en charge de la gestion des déchets solides à Conakry, adaptable à d'autres villes africaines.

Références bibliographiques

ALAIN, GBILIMOU., DIAKA, SIDIBE., IBOURAIMA, YABI., & YACOUBA, CAMARA. (2022). Caractérisation des déchets managers de la ville de Conakry, République de Guinée.

ATTAHI. K et al., (1994). Caractéristiques des grandes villes côtières d'Afrique de l'Ouest, in Gestion de la croissance des grandes villes côtières d'Afrique

ATTAHI. K. (2012). Problématique de l'urbanisation et les défis de la gestion municipale en Afrique occidentale et centrale

BANGOURA, M. R. (2018). *Gestion des déchets solides ménagers et ségrégation socio-spatiale dans la ville de Conakry* (Doctoral dissertation, Université Toulouse le Mirail-Toulouse II), pp 559.

BENRABIA, N. (2003). Le Financement du service de gestion des déchets ménagers en Afrique.

BOIRO. I. (2003). Approche intégrée de l'étude de l'état de l'environnement en Guinée, cas de l'eau, des forêts, et des déchets solides. Extrait de l'exposé de la journée internationale de l'environnement 2003 partie déchets urbains.

DIALLO. A.I. et al. (2017). Environnement et gouvernance métropolitaine : redéploiement vers un modèle de gouvernance territorialisée de la gestion des déchets à Conakry

GNAMSOU, B. A. (2016). Quelles stratégies de gestion des déchets solides à Lomé.

INS, Annuaire statistique 2020.

SARRAF, M. (2017). Le Coût de la Dégradation de l'Environnement au Maroc

SOTAMENOU, J. (2010). *Le compostage : une alternative soutenable de gestion publique des déchets solides au Cameroun* (Doctoral dissertation, Université de Yaoundé), pp 364.